



La monarchie absolue (suite)

LE SIÈCLE DE

-LOUIS XV - 1715-1774 (3/4)-

Les affaires extérieures

L'année 1740 marque un tournant pour la France entraînée dans le conflit provoqué par l'ouverture de la succession d'Autriche, malgré les réticences du Roi et de Fleury. Notre victoire militaire, sans qu'elle soit sanctionnée par des acquis territoriaux, présage un renversement des alliances, et prépare une nouvelle guerre, contre les Prussiens cette fois, et corrélativement contre l'Angleterre redevenue depuis 1740 notre principal adversaire. Si le traité de Paris qui y met un terme nous ampute de la majeure partie de notre empire colonial, le gain de la principauté des Dombes, de la Lorraine, et à l'extérieur du continent, de la Corse, contribue à assurer une cohésion presque définitive à nos frontières.

Nos difficultés extérieures sont doublées d'une opposition interne *janséniste, philosophique* – servie par une opinion publique dont le pouvoir ne cesse de grandir – et *parlementaire* qui s'ingénie à paralyser le fonctionnement de l'État. Il faudra l'arrivée aux affaires du chancelier Maupeou pour que soit réalisée une profonde réforme de la justice et de l'administration qui eût pu sauver le régime, si elle n'avait été interrompue par la mort prématurée du Roi.

Dans la continuation du *grand siècle*, le règne de Louis XV a apporté une contribution certaine

au maintien de la suprématie intellectuelle et artistique de la France en Europe.

Le Roi

Bien qu'à la mort du duc de Bourbon, Louis XV eût affirmé qu'il entendait dès lors assumer personnellement la direction des affaires, il l'abandonna en fait à son ancien précepteur Fleury, de sorte que ce n'est qu'à la mort de ce dernier en 1743 qu'il remplit pleinement le rôle qu'il s'était assigné dix-sept ans auparavant.

Les historiens sont unanimes à reconnaître que les qualités ne lui manquaient pas pour être un grand roi.

J. Meyer le décrit ainsi : « presque aussi travailleur que Louis XIV et certainement plus intelligent, plus perspicace mais aussi sceptique sur la qualité des hommes et des gouvernants. Fondamentalement bon, ce bel homme était courageux au combat et n'eût sans doute pas fait un mauvais général. » Mais il pêche par « défiance de soi, crainte d'imposer sa volonté, respect excessif des avis qu'il n'approuve pas » (Gaxotte). Nous ajouterons scrupules exagérés surtout d'ordre religieux, et en ce sens il s'apparente plus à Saint-Louis ou même à Louis XIV qu'à Louis XI ou Henri IV. « Il eût pu être un très grand roi, il ne



le fut que trop tard, entre 1770 et 1774, pour imposer, sinon sa politique, du moins ses ministres qui firent du bon travail ». (J. Meyer).

La politique extérieure

La guerre de succession d'Autriche 1740-1748

La mort de l'empereur Charles VI déclenche les convoitises des nations qui cherchent à s'attribuer des territoires appartenant à l'Autriche. Parmi elles la plus avide est la Prusse de Frédéric II, dont les armées envahissent aussitôt la Silésie. Très sagement le Roi et Fleury prennent la résolution de ne pas engager la France dans un conflit européen qui devenait inévitable – on connaît l'anecdote de Louis XV décidé à « se retirer sur le mont Pagnote » c'est-à-dire à garder sa neutralité.

Or cette politique prudente se trouve confrontée à deux courants d'opinion dirigés dans le même sens : une austrophobie vieille de plus de deux siècles, et dont le représentant le plus en vue est le remuant maréchal de Belle-Isle, et une sympathie des milieux intellectuels et philosophiques pour le Roi de Prusse Frédéric qui passe pour un souverain particulièrement « éclairé ».

Louis XV qui est encore loin d'avoir l'esprit de décision qu'il montrera tardivement, et Fleury presque nonagénaire ne sont pas en mesure de résister à cette double pression de sorte que la France se trouve malencontreusement engagée militairement contre l'Autriche au côté de la Prusse. Les premières opérations se limitent à une action de prestige sans grande signification : envoi d'un corps d'armée commandé par Belle-Isle qui s'empare de Prague en soutien de l'électeur de Bavière qui vient d'être élu empereur avec notre appui. Succès éphémère

car la Prusse traite avec l'Autriche et nous abandonne, l'Angleterre fait passer des troupes en Allemagne pour se joindre aux Hanovriens, de sorte que nous nous trouvons isolés, Prague doit être évacuée, et après un revers face aux Anglo-Hanovriens nous avons dès lors à lutter sur terre et sur mer.

Après la mort de Fleury (1743) et l'arrivée aux affaires d'un trio belliciste – Tercin, Noailles, d'Argenson – la guerre est portée dans les Flandres. Louis XV prend lui-même la direction des opérations ; il dispose du dernier grand homme de guerre de l'ancien régime Maurice de Saxe.



MARIE LECZINSKA

Nos succès s'enchaînent alors. La victoire de Fontenoy sur les Anglo-Hollandais est suivie des prises de Tournai, Gand, Bruges, Bruxelles, Namur, des victoires de Raucoux et de Laufeld. Sur mer, en Amérique, aux Indes les Anglais sont tenus en échec, bien que notre marine arrive au bout de ses possibilités.

La mort opportune de l'empereur bavarois permet l'élection au trône impérial de François de Lorraine époux de Marie-Thérèse, ce qui facilite les négociations de paix. Le traité d'Aix la Chapelle (1748) constitue une « paix blanche ». Nous renonçons à toutes nos conquêtes flamandes, Louis XV dans un esprit éminemment pacifique estimant que nos frontières du nord et du nord-est étaient définitives et que toute annexion dans ces directions engendrerait des conflits futurs.

En Amérique nous restons sur nos positions. Enfin – avantage dynastique – les Bourbon d'Espagne s'installent à Parme. Traité d'équilibre européen, certes, marquant un apogée de la puissance française, mais considéré par l'opinion publique comme une faute, d'où l'expression « bête



comme la paix » ! Paix fragile du fait « de l'émergence de deux puissances protestantes, Angleterre et Prusse, l'une maritime, l'autre continentale, qui s'avère a priori déstabilisatrice ». (E. Leroy-Ladurie).

b) Le renversement des alliances

Peut-on même parler de paix, alors que les hostilités, sous une forme larvée, n'avaient jamais cessé entre France et Angleterre, en Amérique, aux Indes, sur mer, soit qu'elles opposent troupes ou vaisseaux, ou plus communément indigènes alliés, colons ou commerçants ? ⁽¹⁾

Le cheminement vers la guerre ouverte se fait en trois temps :

– L'Angleterre qui cherche la décision contre la France alors liée à la Prusse s'allie avec la Russie pour protéger ses possessions dynastiques du Hanovre.

– La Prusse qui se sent isolée à l'est, se retourne brusquement vers l'Angleterre (Traité de Westminster 1756).

La France, lâchée une fois de plus par la Prusse se rapproche de l'Autriche. Louis XV ne fait que reprendre le projet de son bisaïeul à la fin de son règne. L'abbé de Bernis, protégé par la marquise de Pompadour est le principal artisan, de cette nouvelle donne fortement décriée par la coterie philosophique comme par l'opinion publique qui ne peut se libérer de cette tenace austrophobie. Phobie qui gardera toute sa vigueur non seulement quelques années plus tard dans l'hostilité dont sera l'objet la Reine Marie-Antoinette, mais aussi au XX siècle, quand Clémenceau sera un des artisans les plus actifs de la destruction de l'empire austro-hongrois, origine indirecte du déclenchement de la seconde guerre mondiale ⁽²⁾.

La guerre de sept ans 1756-1763

Le traité de Westminster liant la Prusse et l'Angleterre est l'occasion qui permet l'alliance franco autrichienne en gestation depuis longtemps, mais aussi le renfort de la Russie qui, supplantée par la Prusse n'a plus de raison d'être « le soldat de l'Angleterre » sur le continent.

Les hostilités sont brusquement ouvertes par Frédéric II qui, en préambule d'une marche sur Vienne, envahit la Saxe, poussant ainsi Louis XV (le dauphin étant marié à la fille de l'électeur de Saxe) à intervenir militairement bien au-delà de ce qu'il escomptait, à la satisfaction de l'Angleterre qui voyait ainsi la France engagée sur terre et sur mer.

La guerre commença sous un jour favorable par des succès terrestres en Allemagne, et maritimes en Méditerranée occidentale. Mais bientôt les événements tournent à notre désavantage : défaite de Rossbach, mauvaise coordination entre Autrichiens et Russes sur le point d'écraser Frédéric II à plusieurs reprises, enfin, défection de la Russie, point de départ d'une coutume de cette nation.

Sur mer et outre-mer l'Angleterre prend partout le dessus grâce à l'administration rigoureuse de William Pitt. Malgré une héroïque défense de Montcalm le Canada est perdu ; en Inde, après la brillante résistance de Dupleix, Lally-Tollendal est acculé à la reddition. Notre flotte, privée de subsides, malgré un redressement tardif dû à Choiseul, ne peut lutter avec les vaisseaux anglais, pas plus que notre allié espagnol, entré en guerre dans la dernière année du conflit.

Le traité de Paris signé en 1763 nous enlevait notre empire colonial d'Amérique du nord et ne nous laissait aux Indes que cinq comptoirs ; en Afrique, du Sénégal ne nous restait que Gorée. Ce traité a été jugé beaucoup plus sévèrement à la longue qu'il ne le fut à l'époque de sa signature. La perte de nos possessions américaines parut à certains – en particulier aux classes « éclairées » – comme un soulagement d'autant plus que nous gardions les Antilles, parmi lesquelles Saint-Domingue, source de prospérité commerciale.

En aucun moment la guerre continentale n'avait effleuré notre territoire, les combats, même malheureux, s'étant déroulés largement au-delà du Rhin. Et pourtant il fallait bien convenir que l'image de la France s'en trouvait déconsidérée en Europe au profit d'une Angle-



terre affirmant sa suprématie et d'une Prusse devenue grande puissance.

Un bilan contrasté

En matière de politique extérieure le bilan de la seconde partie du règne de Louis XV n'est guère flatteur : une première guerre militairement victorieuse mais sans aucun bénéfice concret, une seconde perdue sur mer et aux colonies nous amputant de la quasi-totalité de nos territoires d'outre mer et préjudiciable à notre image.

Au premier plan des causes de ces insuccès, ne faut-il pas voir l'honnêteté foncière de Louis XV, et sa loyauté, en face de souverains tels Frédéric de Prusse, Élisabeth et Catherine II de Russie, personnages sans scrupule, toujours prêts à trahir leurs partenaires ? Ajoutons-y le manque de décision du Roi qui ne fut pas en mesure – tout au moins jusqu'en 1770 – d'imposer ses vues, toujours judicieuses, et de maîtriser la fronde parlementaire, et l'opposition du clergé qui le laissait sans moyens financiers suffisants pour mener la lutte.

La prospérité intérieure, et une guerre qui se déroulait loin de nos frontières contribuaient à démobiliser le peuple de France, conforté dans son désintérêt par le puissant mouvement philosophique des Montesquieu, Voltaire, Diderot, d'Alembert, qui combattait les entreprises coloniales si elles n'étaient pas d'un rapport immédiat – seules les Antilles pouvaient trouver grâce à leurs yeux – et de ce fait le Canada était leur cible privilégiée.

N'oublions pas, par ailleurs, qu'au-delà de la lourde erreur « commise par les écrivains émancipateurs du XVIIIe siècle, refusant de voir le péril prussien, et montrant la servitude de leur pensée qui les mettait au niveau de la foule ignorante et sans critique » (3), certains d'entre eux tels d'Alembert et surtout Voltaire étaient grassement prébendés par notre ennemi le Roi de Prusse.

Mentionnons enfin parmi les causes de nos revers, la médiocrité de nos chefs militaires durant la guerre de sept ans, et n'a-t-on pas été jusqu'à soupçonner de vénalité le maréchal de Richelieu ?

Et pourtant, les dernières années du règne seront marquées par une certaine embellie contras-

tant avec les déconvenues du traité de Paris. En 1766, la mort de Stanislas Leczinski nous mettait en possession de la Lorraine, dernière étape de l'achèvement de notre territoire au nord-est, et l'acquisition de la Corse nous plaçait en position de dominer la Méditerranée occidentale.

Par ailleurs sous l'administration de Choiseul – aux affaires depuis 1758 – et aussitôt après le traité de Paris, l'armée fut fortement réorganisée. Une artillerie perfectionnée voit le jour sous la direction de Gribeauval, dotant la France d'une armée qui, à moyen terme permettra les succès napoléoniens. La marine renaît, origine de nos futurs succès lors de la guerre d'Amérique. « Face à l'Angleterre, la France conserve de multiples avantages sur l'Océan. Il faudra la Révolution et l'Empire pour que ces cartes maîtresses soient allégrement jetées au feu » (4).

Mais l'esprit belliciste de Choiseul, qui, imprudemment projette en 1770 de nous entraîner dans une guerre contre l'Angleterre, aux côtés de l'Espagne, incite Louis XV à se séparer de lui.

René Maillot



NOTES :

(1) C'est au cours de l'une de ces rencontres que se signala honteusement pour la première fois le futur « père fondateur » Georges Washington, franc-maçon notoire, en faisant abattre un officier français venu en plénipotentiaire.

(2) Faut-il voir dans la hargne de nos dirigeants actuels contre l'Autriche une résurgence d'un tel état d'esprit ?

(3) Bainville.

(4) E. Leroy-Ladurie.